



GROUPE DE RECHERCHE  
ET D'INFORMATION  
SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

Bâtiment Mundo-Madou  
Avenue des Arts 7-8,  
1210 Bruxelles  
Tél. : +32 (0) 0484 942 792  
Courriel : [admi@grip.org](mailto:admi@grip.org)  
Internet : [www.grip.org](http://www.grip.org)  
Twitter : [@grip\\_org](https://twitter.com/grip_org)  
Facebook : GRIP.1979

Le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) est un centre de recherche indépendant fondé à Bruxelles en 1979.

Composé de vingt membres permanents et d'un vaste réseau de chercheurs associés, en Belgique et à l'étranger, le GRIP dispose d'une expertise reconnue sur les questions d'armement et de désarmement (production, législation, contrôle des transferts, non-prolifération), la prévention et la gestion des conflits (en particulier sur le continent africain), l'intégration européenne en matière de défense et de sécurité, et les enjeux stratégiques asiatiques.

En tant qu'éditeur, ses nombreuses publications renforcent cette démarche de diffusion de l'information. En 1990, le GRIP a été désigné « Messenger de la Paix » par le Secrétaire général de l'ONU, Javier Pérez de Cuéllar, en reconnaissance de « Sa contribution précieuse à l'action menée en faveur de la paix ».

Avec le soutien de  
la



Wallonie

NOTE D'ANALYSE – 12 mai 2021

JOMIER Solène. *Inde : moyens et risques associés à ses ambitions militaires*. Note d'Analyse du GRIP, Bruxelles, 12 mai 2021.

<https://www.grip.org/inde-moyens-risques-ambitions-militaires>



# NOTE D'ANALYSE

## Inde : moyens et risques associés à ses ambitions militaires

par Solène Jomier

12 mai 2021

### Résumé

« Make in India », c'est le mantra du Premier ministre Narendra Modi depuis son arrivée au pouvoir en 2014. Côté secteur industriel de la défense, le projet est ambitieux au regard des données actuelles : l'Inde est le 2<sup>e</sup> importateur mondial d'armement au monde et produit environ 45 à 50 % de ses besoins. Le ministre de la Défense Rajnath Singh a fixé en septembre 2019 l'objectif d'une industrie nationale de défense renforcée à l'horizon 2025. À travers ce projet, New Delhi affiche plusieurs ambitions : affirmer sa souveraineté en matière d'industrie militaire et de défense dans un contexte de tensions à ses frontières, optimiser ses coûts d'acquisition et de production, et renforcer son influence à l'international via des exportations. Cette note se penche sur les défis sécuritaires de l'Inde et sa nouvelle politique « Make in India », ses limites, sa faisabilité.

### Abstract

#### India's military ambitions: what means, what risks?

"Make in India" has been the mantra of Prime Minister Narendra Modi since he came to power in 2014. The project is ambitious in terms of the defence industrial sector: India is the world's second largest importer of arms and produces around 45 to 50% of its needs. In September 2019, Defence Minister Rajnath Singh set the objective of a strengthened national defence industry by 2025. Through this project, New Delhi is displaying several ambitions: to assert its sovereignty in terms of military and defence industry in a context of tensions at its borders, to optimise its acquisition and production costs, and to strengthen its international influence through exports. This note looks at India's security challenges and its new 'Make in India' policy, its limitations and feasibility.

## Introduction

« Make in India », c'est le mantra du Premier ministre Narendra Modi depuis son arrivée au pouvoir en 2014. Ce discours comporte un volet consacré à la production d'armes qui se révèle ambitieux au regard des données actuelles. L'Inde est en effet le second importateur mondial d'armement au monde, drainant 9,5 % des importations mondiales en 2016-2020<sup>1</sup>. Sa facture annuelle d'acquisitions de défense atteint environ 18,52 milliards USD<sup>2</sup>. Parmi ces acquisitions, celles faites sur le territoire répondent à 45 à 50 % de ses besoins en armement. La part majoritaire restante est donc assurée par les importations.

Pour concrétiser « Make in India », le ministre de la Défense Rajnath Singh a fixé en septembre 2019 l'objectif de faire croître la valeur de l'industrie nationale de défense de 11,42 milliards USD actuellement à 26 milliards USD à l'horizon 2025<sup>3</sup>, c'est-à-dire de plus que doubler son poids économique, et donc ses capacités de production. À travers ce projet, New Delhi affiche plusieurs ambitions : affirmer sa souveraineté en matière d'industrie militaire et de défense dans un contexte de tensions à ses frontières, optimiser ses coûts d'acquisition et de production, et renforcer son influence à l'international via des exportations.

« Make in India », n'est pas une idée nouvelle, mais bien la dernière itération d'une volonté indienne quasi continue depuis l'indépendance du pays de faire émerger une base industrielle et technologique de défense (BITD) nationale capable de répondre aux besoins des forces indiennes. Cette nouvelle relance d'un projet au succès jusqu'ici mitigé apparaît aujourd'hui comme un enjeu charnière pour le gouvernement de Modi à l'orée des nouveaux équilibres stratégiques et industriels qui se dessinent en Asie et dans l'océan Indien.

On peut s'interroger sur les facteurs nationaux et internationaux qui motivent l'Inde à s'investir toujours plus dans un tel projet industriel de défense, sur les actions mises en place pour l'atteindre, et sur ses chances de succès. Dans cette optique, cette note d'analyse propose, dans un premier temps, un état des lieux des défis sécuritaires auxquels fait face l'Inde et qui orientent ses besoins en armements. Dans un second temps, elle présente les acteurs industriels mobilisés par la nouvelle politique industrielle de défense et s'interroge sur sa faisabilité et ses limites.

---

1. WEZEMAN Pieter D., *et al.* « [Trends in International Arms Transfers, 2020](#) », *SIPRI Fact Sheet*, SIPRI, mars 2021.

2. RAGHUVANSHI Vivek, « [India looks to make \\$25B from defense production by 2025](#) », *Defense News*, 6 août 2020.

3. Capital Market – Live News, « [India to achieve US\\$ 26 billion defence industry by 2025: Defence Minister](#) », *Business Standard*, 18 septembre 2019.

## 1. De l'environnement sécuritaire à l'ambition industrielle militaire

Le contexte sécuritaire qui nourrit les besoins en équipements militaires de l'Inde est à l'origine du projet de développer une BITD mature et plus autonome. Il est donc nécessaire de prendre d'abord en compte ces défis sécuritaires. On peut ensuite constater les limites des modalités actuelles d'approvisionnement en armes du pays.

### 1.1. Trois préoccupations sécuritaires majeures

La question épineuse des frontières reste au cœur des enjeux stratégiques du pays et a largement influencé ses relations avec ses voisins. Les évolutions des défis de cet espace frontalier, tant terrestre que maritime, structurent les besoins en armement de l'Inde. On peut identifier quatre piliers géostratégiques clés pour le pays : 1) la question pakistanaise, qui est elle-même liée à 2) la situation au Cachemire et 3) la relation avec la Chine.

#### 1.1.1. Le Pakistan : un voisin nucléaire hostile et instable

Les relations entre New Delhi et Islamabad sont empreintes de défiance, en raison de l'impossibilité de résoudre leur désaccord territorial et de l'incertitude qu'il engendre.

À la suite de l'attentat meurtrier de Lethpora<sup>4</sup>, un nouvel épisode d'hostilités a secoué la zone frontalière à l'hiver 2019, faisant craindre une nouvelle guerre ouverte. Cette période a été marquée par les premières frappes aériennes officiellement réalisées par l'Inde au-delà de la ligne de contrôle (LoC) depuis 1971<sup>5</sup> ainsi qu'une série de violents combats aériens, de multiples escarmouches et des dizaines de morts de part et d'autre, y compris des civils. Un premier accord de cessez-le-feu entré en vigueur le 25 février 2021, quoique prometteur, s'annonce comme un répit particulièrement fragile<sup>6</sup>. À défaut d'un accord frontalier, le conflit de basse intensité qui se perpétue dans la zone nourrit la défiance et l'instabilité. L'Inde doit donc pouvoir répondre sur ce front à tout moment avec des forces terrestres et aériennes capables de rivaliser avec l'armée pakistanaise. Elle doit aussi s'assurer de la constance de ses capacités nucléaires offensives, force de persuasion essentielle contre le risque d'un conflit de plus grande ampleur dans la zone<sup>7</sup>.

L'armée pakistanaise n'est d'ailleurs pas en reste côté armement. Dans le cadre d'un rapprochement avec Pékin, la Chine est devenue le premier fournisseur d'armes du

---

4. 40 soldats indiens sont tués au Cachemire dans un attentat suicide perpétré par le groupe pro-séparatiste Jaish-e-Mohammed (JeM). « [Jaish terrorists attack CRPF convoy in Kashmir, kill at least 40 personnel](#) », *Times of India*, 16 février 2019.

5. « [Viewpoint: Balakot air strikes raise stakes in India-Pakistan stand-off](#) », *BBC News*, 26 février 2019.

6. RAFI SHEIKH Salman, « [India, Pakistan ceasefire more form than substance](#) », *Asia Times*, 8 mars 2021.

7. Selon le Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), le Pakistan disposerait d'un stock d'environ 160 têtes nucléaires, et l'Inde environ 150. « SIPRI Yearbook 2020 : Armaments, Disarmament and International Security », *Oxford University Press*, 2020, p. 326 ([Retrouvez le résumé de ce rapport en français sur notre site](#)).

Pakistan au cours des dix dernières années, au détriment des États-Unis<sup>8</sup>. Entre 2008 et 2018, la Chine a fourni des armes pour une valeur de plus de 6,4 milliards USD au Pakistan, dont un accord record de 4 milliards USD en 2018 pour l'acquisition de huit sous-marins *Type041/Yuan*.

Ce rapprochement met New Delhi mal à l'aise en raison de ses relations tendues tant avec Islamabad qu'avec Pékin (voir ci-après). Il conforte l'Inde dans sa volonté de disposer d'un équipement militaire non seulement moderne, mais aussi accessible rapidement, pour pouvoir approvisionner l'armée en cas de conflit, y compris en cas de double offensive du Pakistan et de la Chine, sans trop craindre de retards ou de clauses dans les contrats limitant les conditions d'utilisation des armes acquises.

### 1.1.2. Le Cachemire : entre souveraineté territoriale et risque terroriste et insurrectionnel

Affecté par la persistance d'une lutte séparatiste armée violente, le Cachemire sous contrôle indien a vu sa situation sécuritaire largement chamboulée par la décision du Premier ministre Narendra Modi du 5 août 2019 de révoquer l'article 370 de la Constitution indienne, qui entérinait le statut semi-autonome de la région<sup>9</sup>. Cette décision a eu pour conséquence une importante militarisation de la zone, désormais divisée en deux régions administratives, avec à la clé une série d'opérations antiterroristes. Cette vaste offensive sur le terrain a permis à New Delhi de faire reculer les groupes armés hors de plusieurs districts, tels que Doda, Tral et Srinagar, au cours de l'année 2020<sup>10</sup>. Elle requiert toutefois que l'armée puisse déployer des troupes spécialisées dans la lutte antiterroriste et les conflits asymétriques, avec les équipements militaires spécifiques que cela implique (surveillance, raids).

L'annonce de Narendra Modi a conduit à une importante répression politique et sociale dans la région, l'armée imposant des couvre-feux, des contrôles stricts et autres restrictions majeures des libertés de la population<sup>11</sup>. Cette chape de plomb semble avoir conduit à une relative pacification de la zone, mais elle a également valu d'importantes critiques à l'Inde sur la question du respect des droits humains, en premier lieu de la part du Pakistan, qui revendique la souveraineté d'une partie de la région.

Figure 1. Carte de la région du Cachemire



Source : CIA, modifié par Spiridon Ion Cepleanu, 2003.

8. Pour plus d'informations à ce sujet, nous vous renvoyons vers la Note d'Analyse du GRIP « Coopérations militaires et transferts d'armes de l'Inde et du Pakistan » (2016)

9. RATCLIFFE Rebecca, « [India set to withdraw Kashmir's special status and split it in two](#) », *The Guardian*, 5 août 2019

10. TIKKU Alope, « [Jammu's Doda is militancy free, say cops after Hizbul terrorist Masood killed in encounter](#) », *Hindustan Times*, 29 juin 2020. « [No Hizbul militant in south Kashmir's Tral now, first time since 1989: Police](#) », *Times of India*, 26 juin 2020. « [No resident of Srinagar in terrorist ranks after killing of top LeT commander: Kashmir IGP](#) », *Indian Express*, 26 juillet 2020.

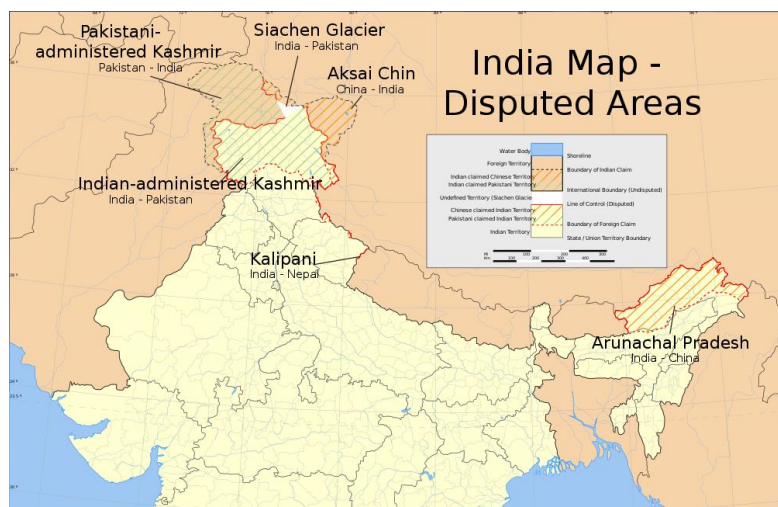
11. RATCLIFFE Rebecca, *ibid.*

En parallèle de capacités de lutte antiterroriste, New Delhi doit pouvoir dissuader simultanément toute intervention pakistanaise sur le terrain tout en garantissant la protection de la LoC.

Un tel scénario serait d'autant plus épineux si les modalités d'emploi de la force au Cachemire et ses conséquences sur les personnes civiles conduisaient à un embargo international sur les armes, limitant l'approvisionnement à l'importation dont dépend largement le pays.

### 1.1.3. La Chine : quelle rivalité et quelle place pour l'Inde sur les nouvelles routes de la soie ?

Figure 1 : Carte des zones frontalières disputées entre l'Inde et la Chine



Source : US Army Map Service, Survey of India Map Explorer, Columbia University, 2006

La Chine partage 3 400 km de frontière avec l'Inde, et de part et d'autre de cette frontière, 90 000 km<sup>2</sup> font l'objet d'une dispute territoriale entre les deux pays, répartis sur une dizaine de zones allant du Ladakh à l'Arunachal Pradesh. La Chine y fait usage de la tactique du « fait accompli » afin d'imposer des changements territoriaux *de facto* et remettre en cause le *statu quo* qui régit cette « ligne de contrôle réel » (*Line of Actual Control – LAC*).

Après un face-à-face tendu de 73 jours en 2017, la situation sécuritaire s'est à nouveau dégradée au printemps 2020 sur plusieurs points de la frontière<sup>12</sup>. Le 15 juin 2020, au paroxysme des tensions, au moins 20 soldats indiens et 4 soldats chinois meurent dans un affrontement à coup de poings et de pierres près de la rivière Galwan, à l'est du Ladakh indien<sup>13</sup>. Ces violences ont marqué les

premiers combats meurtriers et la première implication d'une arme à feu dans la LAC depuis 1975. Un accord sur un retrait bilatéral des troupes a été trouvé en février 2021<sup>14</sup>, mais la confiance entre les deux pays est clairement érodée.

Or, Pékin a initié depuis 2012 un vaste programme de restructuration et de modernisation de son armée, financé par un budget de défense en forte augmentation (+ 67,8 % entre 2012 et 2020)<sup>15</sup>. Pour ne pas être trop dépassé militairement (tant d'un point de vue qualitatif que quantitatif au niveau des équipements) pour assurer la préservation de ses intérêts nationaux dont son intégrité territoriale, le gouvernement Modi doit répondre au défi chinois, c'est-à-dire élaborer une réponse militaire adéquate à l'environnement montagneux complexe de l'Himalaya et garantir un approvisionnement autonome en cas de conflit.

12. « [India, China agree to pull back troops to resolve tense border dispute](#) », *The Washington Post*, 28 août 2017.

13. La Chine a un temps gardé le silence sur cet incident, avant de finalement admettre pour la première fois en février 2021 que quatre de ses soldats étaient morts lors de cet affrontement.

14. « [India, China complete troop pullout from disputed border](#) », *Al Jazeera*, 22 février 2021.

15. Le budget officiel était de 106,4 milliards de dollars en 2012, contre 178,6 milliards en 2020.

En parallèle, Pékin tente depuis plusieurs années d'étendre son influence stratégique dans la région indopacifique dans le cadre de sa stratégie dite du « collier de perles »<sup>16</sup>, afin de sécuriser ses voies d'approvisionnement avec le Moyen-Orient. Perçues comme une tentative d'encerclement, ces avancées chinoises ont poussé l'Inde à se repenser en tant que puissance maritime, afin de garantir son accès inconditionnel à l'océan indien, dont dépend 95 % de son commerce extérieur<sup>17</sup>. Elle a développé un « collier de diamants », soit une série d'investissements et de partenariats dans des ports à Singapour, en Iran, aux Seychelles et à Oman ; elle a initié un rapprochement militaire avec les États-Unis, le Japon et l'Australie au sein de la coalition « quadrilatérale »<sup>18</sup> ; et elle investit dans une marine militaire capable d'assurer la sécurité des voies commerciales maritime indispensables développement économique de son importante population.

## 1.2. Moyens et limites de la méthode d'acquisition des armements via les importations

Les trois préoccupations précédemment exposées dessinent un environnement sécuritaire complexe jetant une incertitude sur le développement économique et social d'une population de 1,3 milliard d'habitants. Cette situation se retranscrit dans le défi consistant d'équiper de manière adéquate une armée de 1,4 million de soldats.

Depuis l'arrivée de Modi au pouvoir en 2014, New Delhi a entamé une série de réformes au sein de la défense. Le Premier ministre entend mettre fin à la politique de retenue favorisée par ses prédécesseurs et souhaite une armée plus active et réactive sur le terrain, que ce soit contre les groupes terroristes cachemiris ou, s'il le faut, face aux armées régulières de ses voisins. Cette stratégie d'affirmation du pouvoir militaire indien nécessite d'imposants moyens et elle s'est donc traduite entre autres choses par l'augmentation du budget du ministère de la Défense ces dernières années (+9,4 % en 2020<sup>19</sup>). Le ministre Singh a par ailleurs annoncé un important plan de modernisation de l'armée indienne qui représentera 130 milliards USD de dépenses sur les cinq à sept prochaines années<sup>20</sup>. En parallèle l'armée vise à réduire ses effectifs de 150 000 soldats en sept ans<sup>21</sup>. La création du poste de chef d'état-major des armées (*Chief of Defense Staff – CDS*)<sup>22</sup>, l'adoption de la stratégie « Cold Start », la création d'un comité de planification de défense (*Defence*

---

16. La Chine est présente au Sri Lanka, aux Maldives, au Pakistan, au Bangladesh et en Somalie et dispose de deux bases militaires autonomes majeures sur l'océan Indien : La base de soutien de l'Armée populaire de libération inaugurée à Djibouti en 2017, et la base plus modeste de l'île de Coco, Myanmar, dédiée au renseignement d'origine électromagnétique (ROEM).

17. 95 % du commerce extérieur (en volume) et 68 % (en valeur économique). « [Ports and shipping](#) », *Sectors, Make In India*, 15 juin 2020 (consulté le 25 mars 2021).

18. CHAUDHURY Dipanjan, « [India, Australia, US, Japan hold first meet on 'quadrilateral' coalition](#) », *The Economic Times, The India Times*, 12 juillet 2018.

19. BEHERA Laxman Kumar, « [India's Defence Budget 2020-21](#) », *Manohar Parrikar Institute for Defence Studies and Analyses (IDSA)*, New Delhi, 4 février 2020.

20. Press Trust of India, « [India firms up USD 130 billion plan to enhance military capability](#) », *India Today*, 11 septembre 2019.

21. SINGH Rahul, « [Indian Army to cut 150,000 jobs as force plans to go 'lean and mean'](#) », *The Hindustan Times*, 10 septembre 2018.

22. Le général Bipin Rawat, jusqu'alors chef de l'armée de terre, a pris ses fonctions à ce poste en janvier 2020.

*Planning Committee*), sont également symptomatiques de cette modernisation de l'armée indienne.

Côté armement, le gouvernement dépend depuis son indépendance de sa capacité à importer des armes produites par d'autres pays afin de répondre à ses besoins de défense. Ses importations représentaient à l'horizon 2016 environ 60 % de son approvisionnement<sup>23</sup>. À l'échelle mondiale, l'Inde était le premier importateur d'armements sur la période 2011-2015 et encore le second sur la période 2016-2020. Sur cette dernière période, 9,5 % des importations mondiales ont été le fait de l'Inde, derrière l'Arabie saoudite (à 11 %), mais loin devant la Chine (troisième à 4,7 %)<sup>24</sup>.

Historiquement, la Russie est le fournisseur principal de New Delhi. Elle est la source de 70 % des importations d'armes indiennes sur la période 2011-2015<sup>25</sup>. En 2018, l'Inde a signé un accord de 5 milliards USD avec la Russie pour l'achat de systèmes de missiles sol-air S-400. Le Service fédéral de coopération militaire et technique (FSVTS) de la Russie avait annoncé en 2017 une commande indienne d'une valeur de 14,5 milliards de dollars pour des armes de petit calibre<sup>26</sup>.

Pour Modi, le constat est clair : cette situation rend l'Inde dépendante de son principal fournisseur, de ses prix et de ses délais d'approvisionnement. L'armée est aussi tributaire des conditions de vente des entreprises étrangères (clauses des contrats relatives aux conditions d'utilisation, par exemple), qui pourraient limiter la liberté d'action de l'armée indienne sur le terrain.

Cette dépendance est parfaitement illustrée par la décision de l'Inde d'effectuer des achats d'urgence pour une valeur de 5,55 milliards USD auprès de la Russie et des États-Unis au lendemain de l'affrontement meurtrier de Galwan<sup>27</sup>. Face à un besoin pressant, l'Inde a dû négocier ces contrats en étant en position de faiblesse et s'est donc vu imposer les conditions de ses partenaires, en particulier en termes de prix.

Cette situation risque de se reproduire à l'avenir, alors que les Forces indiennes doivent moderniser massivement leurs équipements pour demeurer crédibles. Le Comité parlementaire pour la Défense (Standing Committee on Defence) a notifié en 2018 que 68 % des équipements de l'armée étaient qualifiables de « vintage » (vétuste), 24 % à jour et 8 % issus des technologies les plus récentes<sup>28</sup>. Il s'est inquiété des risques de déficit d'approvisionnement et de pénurie de munitions et d'armes.

---

23. GUILLON Arthur, « [Coopérations militaires et transferts d'armes de l'Inde et du Pakistan](#) », *Note d'Analyse, GRIP*, 25 mai 2016.

24. WEZEMAN Pieter D., *et al.*, *loc. cit.*

25. WEZEMAN Pieter D., *et al.*, *loc. cit.*

26. MAHAR Irfan, « [Indian Increasing Defense Budget and Military Modernization: Security threats for Pakistan](#) », *Modern Diplomacy*, 25 avril 2020.

27. « [New drones, rafale fighter jets, tanks and much more — india-china border dispute has lit a fire to upgrade military technology](#) », *Indian Defence News*, 23 juillet 2020.

28. Le comité a rappelé à cette occasion qu'une répartition idéale serait un tiers pour chaque catégorie. PRS Legislative Research, « [Demand for Grants 2020-21 Analysis: Defence](#) », *PRS India*, 14 février 2020.

En 2017, l'air force indienne ne comptait que 32 escadrons de chasseurs, alors que 42 sont jugés nécessaires pour garantir la sécurité des frontières avec le Pakistan et la Chine<sup>29</sup>.

Autrement dit, la stratégie d'importation traditionnelle de l'Inde ne correspond plus à ses besoins et à ses enjeux actuels.

### 1.3. Une ouverture plus grande du marché aux autres fournisseurs

À l'image des réformes majeures en cours au sein de la défense et des armées, Modi veut donc profondément repenser la façon dont le pays se fournit en armement.

Pour renforcer sa position dans les négociations d'importation, Modi a recours à un levier qui a prouvé son efficacité : la diversification des sources d'approvisionnement. Ce stratagème constitue lui-même une étape vers un autre objectif, celui de créer des partenariats au profit de sa propre industrie de défense.

Ainsi, si la Russie reste le principal fournisseur de l'Inde pour la période 2016-2020, ce lien s'effrite quelque peu. Selon le SIPRI, les livraisons russes ont chuté de 53 % par rapport à la période précédente (2011-2015). Leur part dans les importations totales d'armes de l'Inde est passée de 70 à 49 %. New Delhi a fait fortement jouer la concurrence et a diversifié ses partenariats afin d'obtenir plus d'influence dans ses acquisitions.

Les États-Unis étaient devenus le deuxième fournisseur d'armes de l'Inde en 2011-2015, dans le cadre d'un rapprochement progressif entre les deux pays. Mais en 2016-2020, les importations d'armes en provenance des États-Unis ont diminué de 46 %<sup>30</sup>. Si les États-Unis restent un des principaux exportateurs mondiaux, ils ne font plus partie du podium des fournisseurs de l'Inde (en valeur absolue sur la période considérée). Le lien commercial reste cependant encore fort du fait de plusieurs ventes majeures. New Delhi a notamment annoncé en 2018 l'acquisition de 24 hélicoptères maritimes multirôles MH-60R Seahawk auprès du groupe américain Lockheed Martin dans le cadre d'un contrat de 2,6 milliards USD<sup>31</sup>. En février 2020, le département d'État américain a validé la vente d'un système de défense aérienne et antimissile intégrée (*Integrated Air Defense Weapon System IADWS*) d'une valeur de 1,9 milliard USD<sup>32</sup>.

Le second fournisseur de New Delhi est désormais la France (18 % des importations indiennes sur la tranche 2016-2020). Les importations d'armes en provenance de la France ont augmenté de 709 %, faisant de l'Inde le plus gros client de Paris (21 % des exports français). C'est l'accord sur la vente des avions de chasse *Rafale* qui pèse aujourd'hui dans cette relation commerciale, alors que les ventes d'avions et de missiles composent 50 % des importations indiennes (2016-2020). En 2016, l'Inde confirme la commande de 36 avions auprès du groupe *Dassault* pour un contrat d'environ 8,78 milliards USD<sup>33</sup>.

---

29. MALHOTRA Ankur, *et al.*, « [Indian Defence Industry – Deciphering a multifaceted growth for private participation](#) », *MAZARS*, 2017, p24

30. WEZEMAN Pieter D., *et al.*, *loc. cit.*

31. MAHAR Irfan, *loc. cit.*

32. BEINART Matthew, « [State Department Approves \\$1.9 Billion Deal With India For Integrated Air Defense Weapon System](#) », *Defense Daily*, 2 février 2020.

33. « [India adds five Rafale jets in military upgrade](#) », *Pakistan Today*, 10 septembre 2020.



En parallèle, Israël est devenu le 3<sup>e</sup> fournisseur de l'Inde (13 % des importations en 2016-2020)<sup>34</sup>. Par la même occasion, les Indiens sont devenus les premiers clients de l'État hébreu (43 % des exports israéliens sur la période 2016-2020), soit une augmentation des transactions de 82 % par rapport à la période précédente. En 2019, l'Inde acquiert 210 missiles *Spike* et 12 lance-missiles auprès du groupe israélien Rafael, pour une valeur d'environ 37,9 millions USD<sup>35</sup>.

New Delhi confirme sa volonté politique de diversifier ses sources d'approvisionnement en armement. L'illustration même de l'impact de cette décision est le raid de Balakot au Pakistan en 2019 : l'Inde a mobilisé des avions de construction française et russe et a utilisé des bombes téléguidées israéliennes et de l'artillerie suédoise.

Développer de nouveaux partenariats commerciaux a permis à l'Inde de profiter des effets de la concurrence entre ses fournisseurs potentiels. Le pays a pu négocier des conditions favorables, particulièrement en matière de prix, mais aussi en ce qui concerne les bénéfiques compensatoires (transferts de technologies et capacités de production, notamment)<sup>36</sup>. Ces contrats lui ont aussi permis de se lier à de nouveaux acteurs et de développer de nouveaux liens commerciaux susceptibles de servir un autre pan de l'ambition de Modi : faciliter les transferts de technologie et l'établissements de coentreprises et autres projets de codéveloppement.

En 2018, le ministre de la Défense russe, le général Sergei Shoigu, s'est félicité d'un niveau de coopération « sans précédent » en matière de transferts technologiques, affirmant la volonté de Moscou de se lier à long terme à l'industrie indienne<sup>37</sup>. L'Inde a signé un accord en novembre 2019 avec l'entreprise UralVagonZavod et l'agence d'export d'armement russe Rosoboronexport à hauteur de 3,12 milliards USD pour la production sur le territoire indien de 464 tanks T-90S. Le contrat comprend 1,2 milliard USD pour des frais de transfert de technologie<sup>38</sup>. La Russie s'est également montrée ouverte à un transfert de technologie conséquent dans la cadre d'une possible vente d'avions MiG-35 4++ afin de valoriser son offre face à la concurrence.

Avec Washington, New Delhi a signé successivement le Logistics Exchange Memorandum of Agreement (LEMOA) en 2016, le Communications Compatibility and Security Agreement (COMCASA) en 2018, en enfin décembre 2019, le Industrial Security Annex (ISA). Ce dernier dessine un cadre facilitant et sécurisant le transfert des informations, des savoirs et des technologies de défense entre les groupes privés de défense des deux pays<sup>39</sup>. Ces trois accords majeurs pourraient à terme ouvrir la voie à des contrats commerciaux majeurs entre les deux pays, avec un fort poids donné à la localisation de la production en Inde.

---

34. WEZEMAN Pieter D., *et al.*, *loc. cit.*

35. « [Army inducts anti-tank guided missiles along LoC to bolster defence](#) », *The Economic Times*, *The India Times*, 26 novembre 2019.

<sup>36</sup> Ou *offsets*, en anglais

37. « [Russia, India reach 'unprecedented' level in military technology transfer](#) », *TASS*, 13 décembre 2018.

38. « [India pays Russia \\$1.2 billion in technology transfer fees for T-90S tanks](#) », *Defense News*, 26 novembre 2019.

39. PERI Dinakar, « [Industrial Security Annex opens Indian private partnerships for U.S. defence firms](#) », *The Hindu*, 10 décembre 2019

Côté israélien, la coopération de défense s'est concentrée sur des technologies de type missiles, systèmes de défense aériens ou bien de drones, à l'image de l'accord de production conjointe de drones militaires entre deux entreprises, l'une indienne et l'autre, israélienne (Israel Aerospace Industries - IAI) signé au début de l'année 2020<sup>40</sup>. La vente des Rafale français comprend également des clauses de transfert de technologie engageant Dassault Aviation et MDMA.

Cette première partie brosse un portrait des défis sécuritaires auxquels fait face l'Inde et de sa volonté de moderniser son armée afin d'être à la hauteur de ces derniers. Dépendante de ses fournisseurs en armes, munitions et autres équipements, l'Inde souhaite éviter une fuite en avant en termes de prix, de délais et de dépendance, qui réduirait ses options sur le terrain. Diversifier ses partenaires doit lui permettre de profiter de la concurrence entre les fournisseurs pour poser des conditions d'acquisition favorable. Cela conduit notamment à une intensification des transferts de technologie vers des entreprises indiennes de défense, avec à terme l'objectif de pouvoir fabriquer de manière indépendante les équipements concernés sur le territoire indien.

## 2. Caractéristiques, acteurs industriels et limites du nouveau volontarisme indien

Au cœur de l'ambition de Modi se trouve la diversification des partenariats industriels de défense qui constitue une étape-clé vers une production nationale par l'Inde, pour l'Inde. L'ambition d'une industrie nationale de défense aux capacités étendues est cependant présente depuis l'indépendance de l'Inde et l'on ne peut que souligner les lenteurs pour ne pas dire les échecs relatifs des mécanismes mis en place depuis pour concrétiser ce but. Depuis plusieurs décennies, les gouvernements successifs évoquent cet objectif et multiplient les annonces. Leurs efforts ont permis d'initier l'émergence d'une industrie locale viable, mais elle demeure loin de répondre au large spectre des besoins nationaux particulièrement pour les plateformes les plus complexes. On peut donc s'interroger sur sa maturité actuelle de la BITD actuelle et sur les possibles apports de « Make in India », mais aussi sur les limites du projet sachant que le pays continue de dépendre de ses importations d'armement à hauteur de 60 %<sup>41</sup>.

### 2.1. La BITD indienne : caractéristiques et acteurs

L'industrie indienne de défense pèse environ 11,42 milliards USD à l'horizon 2020. C'est une industrie en pleine expansion, caractérisée par la forte prédominance de son secteur public, qui compte pour 9 milliards USD de chiffre d'affaires, contre 2,42 pour le privé<sup>42</sup>. La base industrielle publique est structurée autour de neuf entreprises, sous le statut de Public sector undertaking (PSU), placées sous l'égide du ministère de la Défense.

---

40. FRANTZMAN Seth J, « [New joint ventures hint at 'burgeoning relationship' between Israel and India](#) », *Defense News*, 18 février 2020.

41. GUILLON Arthur, *loc. cit.*

42. RAGHUVANSHI Vivek, *loc. cit.*

**Tableau 1. Les neuf producteurs d'armes indiens sous contrôle de l'État (PSU)**

Entreprise	Création	Production principale
<b>Hindustan Aeronautics Limited (HAL)</b>	1963	Avions de combat légers, hélicoptères, drones
<b>Bharat Electronics Limited (BEL)</b>	1954	Systèmes de radars, sonars, télécommunication, électronique de tanks, outils électrooptiques
<b>Bharat Dynamics Limited (BDL)</b>	1970	Missiles guidés antitanks, systèmes d'armement sol-air, armes sous-marines, systèmes de lancement
<b>Bharat Earth Movers Limited (BEML)</b>	1964	Équipements lourds, de terrassement, de transport et d'extraction
<b>Mishra Dhatu Nigam Limited (MIDHANI)</b>	1973	Métaux et alliages métalliques
<b>Mazagaon Docks Limited (MDL)</b>	1934	Navires (destroyers, frégates) et sous-marins
<b>Garden Reach Shipbuilders and Engineers (GRSE)</b>	1960	Navires (corvettes, patrouilleurs)
<b>Goa Shipyards Limited (GSL)</b>	1957	Navires (patrouilleurs, navires d'interception, navires antimines)
<b>Hindustan Shipyards Limited (HSL)</b>	1941	Navires et sous-marins

Source : Ministère indien de la Défense<sup>43</sup>

Le Defence Research and Development Organisation (DRDO), une agence du ministère, est en charge depuis 1958 de soutenir les projets d'innovation dans le secteur. Il supervise actuellement 52 laboratoires de recherches dans lesquels s'activent plus de 25 000 techniciens, dont 7 300 chercheurs. Le DRDO est reconnu pour le succès de certains de ses programmes stratégiques, comme le développement d'avions de combats légers (LCA), du système de roquettes Pinaka, d'artillerie tractée, ou bien plus récemment la mise en place du test d'un système antisatellite en mars 2019<sup>44</sup>. En termes de production, l'État détient 41 usines d'armement supervisées par le Ordnance Factories Board (OFB). Il bénéficie d'un budget 2,6 milliards USD, soit environ 6 % du budget de défense pour 2020-2021<sup>45</sup>.

En ce qui concerne les acteurs privés, environ 70 entreprises ont obtenu une licence pour produire des équipements militaires. L'Inde peut compter sur de grandes entreprises implantées dans la défense depuis l'indépendance, à l'image du groupe Tata, qui produit entre autres des véhicules militaires, des composants de missiles, des avions et des pièces

43. « [Defence Public Sector Undertakings](#) », *India Department of Defence Production*, consulté le 24 mars 2021.

44. Le test du système Kinetic Direct Ascent Anti-Satellite (ASAT), qui utilise la technologie d'énergie cinétique, a eu lieu le 27 mars 2019, démontrant le sérieux des ambitions spatiales du pays. BOMMAKANTI Kartik, « [Indian national security and defence in 2019: Modi ticks three boxes](#) », *Observer Research Foundation*, 27 décembre 2019.

45. MEMHELD Pierre, « [BITD indienne : vers les stratégies du «Make in India» and «Export India»](#) », *Institut des Relations Internationales et Stratégiques (IRIS)*, 3 mars 2015. BEHERA Laxman Kumar, « [Atma Nirbhar in Defence Technology](#) », *Manohar Parrikar Institute for Defence Studies and Analyses (IDSA)*, 10 août 2020.

détachées en électronique. Autre exemple, le groupe Mahindra, initialement spécialisé dans la production de véhicules militaires, mais qui a investi au fil des ans dans un portefeuille diversifié avec la production de radars ou bien de torpilles. En parallèle, le secteur privé s'ouvre aujourd'hui à de nouveaux acteurs, en particulier des grandes entreprises multisectorielles qui souhaitent aujourd'hui intégrer ce marché. C'est le cas par exemple du Hero Group, leader mondial de motocycles, qui a annoncé en 2015 sa volonté d'investir dans la défense<sup>46</sup>. Ces nouveaux entrants mettent souvent le pied à l'étrier via des coentreprises, y compris avec des groupes étrangers à la recherche de partenaires pour rencontrer leurs obligations offsets, mais qui peuvent aussi être attirés par le bas coût de la main-d'œuvre indienne. Il faut également compter 3 500 petites et moyennes entreprises sous-traitantes<sup>47</sup>.

Ce tissu industriel a permis à l'Inde de connaître plusieurs succès emblématiques des ambitions et des progrès du pays : les tests de lancement des missiles intercontinentaux Agni V (5 000 km de portée), la production de sous-marins nucléaires classe *Arihant*<sup>48</sup>, le lancement du programme de défense antimissile balistique indien équipé de missiles *Prithvi*, ou plus récemment le lancement en septembre 2020 d'un véhicule de démonstration de technologie hypersonique (Hypersonic Technology Demonstrator Vehicle).

Cependant, selon les chercheurs Pushan Das et Angad Singh de l'Observer Research Foundation (ORF), ces succès apparents sont contrebalancés par des faiblesses chroniques au sein de l'industrie en particulier l'incapacité à fabriquer localement des sous-systèmes centraux (*core subsystems*) et le manque d'expertise en matière de production et de recherche et développement<sup>49</sup>. Ils estiment que ces failles ralentissent le secteur, qui peine à se confronter à des projets inédits, en particulier en matière de technologies complexes, mais aussi à intégrer certaines de ces technologies acquises via les offsets.

Les entreprises indiennes restent dépendantes des transferts de technologie opérés des contrats avec des groupes étrangers, même si les récents succès du DRDO soulignent la montée en puissance de la recherche et développement militaire indienne.

## 2.2. « Make in India » : la reformulation d'un vieux projet

Si l'Inde perçoit parfois la Chine comme une menace, elle la regarde aussi comme un modèle. En quelques années, Pékin a mené une réforme majeure de ses armées, mais aussi de son industrie de défense. La Chine, précédemment dépendante des importations russes et ukrainiennes, est désormais le second producteur mondial d'armement au monde<sup>50</sup>. C'est ce succès que tente d'émuler aujourd'hui le Premier ministre Narendra Modi à travers son initiative « Make in India ».

---

46. MEMHELD Pierre, *loc. cit.*

47. RAGHUVANSHI Vivek, *loc. cit.*

48. Un premier sous-marin est opérationnel, trois autres sont en construction et quatre autres ont été commandés par l'armée indienne.

49. DAS Pushan, SINGH Angad, « [Committing to a 'national' defence industrial capability](#) », ORF, 18 mai 2020.

50. Cette production est destinée en premier lieu à l'APL, mais aussi à l'export, notamment vers le Pakistan et le Bangladesh.

Lancée en 2014, elle vise à faire émerger une industrie militaire nationale capable de répondre localement aux besoins de l'armée, de manière autonome (c'est-à-dire avec le soutien possible de groupes étrangers via des coentreprises) voire, à long terme, de manière autosuffisante (sans besoin d'intervention extérieure). Elle se traduit par une série d'objectifs fixés par le gouvernement, de mesures incitatives et de dépenses additionnelles dans le secteur.

Le ministre de la Défense Rajnath Singh a fixé en septembre 2019 l'objectif d'une industrie nationale de défense forte d'une valeur de 26 milliards USD à l'horizon 2025 (contre environ 11,42 milliards USD actuellement). Dans cette optique, plusieurs mesures clés seront mises en place : un nouveau plan de soutien aux investissements nationaux dans l'industrie de défense et aérospatiale (10 milliards USD d'ici 2025), la facilitation des partenariats et coentreprises sur le sol indien et le soutien aux exportations. Le directeur du DRDO G Satheesh Reddy déclarait en 2019 que les équipements produits en Inde répondent à environ 45 à 50 % des besoins du secteur de la défense<sup>51</sup> ; une part non négligeable, mais encore loin des objectifs de 70 % initialement fixés en 2014 par le Premier ministre Modi.

Le gouvernement veut faciliter les investissements directs étrangers (IDE), afin d'encourager le financement de projets localisés en Inde. L'objectif est d'attirer des fabricants d'équipements originaux (*original equipment manufacturer – OEM*) étrangers capables d'apporter l'expertise technique manquante. À cet effet, le taux maximal d'IDE a été progressivement augmenté : de 26 % en 2001, à 49 % en 2014<sup>52</sup> puis 74 % en mai 2020<sup>53</sup>. Il s'agit d'une progression majeure dont les impacts se font sentir. On constate en effet une réduction de la part des achats d'armements indiens de 14 à 9,5 % des importations mondiales (-33 %) entre les périodes 2011-2015 et 2016-2020<sup>54</sup>.

En mai 2017, le Conseil d'acquisition de défense (Defence Acquisition Council, DAC)<sup>55</sup>, a introduit son Modèle de Partenariat stratégique (Strategic Partnership Model) qui vise à promouvoir les alliances des groupes indiens avec des OEM<sup>56</sup>. Le but est d'inciter la création de coentreprises manufacturant sur le territoire indien, ce qui soutiendrait à la fois les transferts de technologie et le développement de bassins d'emplois. L'objectif fixé en 2017 était estimé à un marché initial d'une valeur de 41 milliards USD d'ici à 2022<sup>57</sup>. L'État encourage aussi ces projets via des outils fiscaux<sup>58</sup>.

---

51. « [DRDO chief urges for indigenous defence production](#) », *Economic Times, The India Times*, 28 septembre 2019.

52. JAISHANKAR Dhruva, « [The indigenisation of India's Defence Industry](#) », *Impact Series, BROOKINGS INDIA*, août 2019.

53. Express Web Desk, « [Government to hike FDI in defence manufacturing to 74 per cent; ban certain imports](#) », *The Indian Express*, 16 mai 2020.

54. WEZEMAN Pieter D., *et al.*, *loc. cit.*

55. Il s'agit l'organe du ministère de la Défense en charge des processus de planification.

56. MALHOTRA Ankur, *Et al.*, *loc. cit.*, p. 22.

57. *Ibid.*

58. Notamment via une réduction de la taxe applicable aux entreprises étrangères sur les redevances et autres droits sur les services techniques (Royalty and Fees for Technical Services) qui a été réduite de 25 à 10 %. L'objectif est de limiter les coûts liés au développement de nouvelles technologies afin d'encourager l'émergence de ce secteur d'activité.

Si ces mesures sont en majorité incitatives, New Delhi a durci le ton à l'été 2020 en annonçant une mesure de limitations des achats auprès de fournisseurs étrangers pour 101 équipements, tels que des hélicoptères de combat légers, des sous-marins, des sonars ou bien des armes d'artillerie<sup>59</sup>. Le but est de pousser les entreprises étrangères à se rapprocher de leurs équivalentes indiennes afin de créer des partenariats de coentreprises et faciliter les transferts de technologies.

En parallèle, le gouvernement espère pouvoir exporter jusqu'à 5 milliards USD d'armement d'ici à 2025. L'objectif est ambitieux, au regard du chiffre d'affaires actuel de 1,53 milliard USD. Selon le SIPRI, l'Inde a fait pour la première fois son entrée en 2019 dans le Top 25 des plus gros exportateurs d'armement du monde, se plaçant à la 23<sup>e</sup> place. Le pays représente désormais 0,2 % des exportations mondiales, un chiffre encore loin de la Chine, classé 5<sup>e</sup> avec 5,2 % des exportations mondiales. Les principaux clients de l'Inde sont Myanmar (52 % des exportations indiennes d'armes), le Sri Lanka (24 %) et l'île Maurice (13 %)<sup>60</sup>, c'est-à-dire des voisins immédiats du pays. Pour l'instant, l'industrie indienne peine à attirer une clientèle plus « mondialisée » et à offrir des produits plus qualitatifs susceptibles de séduire une clientèle plus large.<sup>61</sup>

### 2.3. Les limites de l'approche

Toutes ces mesures confirment la volonté du gouvernement Modi de s'inscrire à la fois dans la continuité et dans la rupture vis-à-vis de ses prédécesseurs. La formule peut paraître relever du cliché, mais il reste que Modi souhaite poursuivre le rêve d'une production localisée capable de couvrir les besoins de l'armée indienne tout en marquant une rupture stricte avec les projets précédents en marquant un coup d'accélérateur se voulant décisif.

Le volontarisme affiché pourrait cependant ne pas suffire. En effet, si l'évolution récente de la BITD indienne montre des signaux positifs au regard des ambitions affichées (comme l'accélération des partenariats stratégiques et des transferts de technologie ainsi que les récentes réussites du DRDO), l'approche « Make in India » du gouvernement reste un projet aux frontières floues, aux priorités incertaines et qui peine à instaurer une relation de confiance avec les entreprises.

Les transferts de technologie, le soutien aux IDE, le nouveau cadre de partenariats stratégiques, l'*embargo* sur 101 équipements sont autant de piliers qui semblent former le cadre de « Make in India ». Ce cadre reste peu défini à bien des égards.

« Make in India », c'est aussi un objectif chiffré à l'importance toute relative. En 2014, le Premier ministre ambitionnait de diminuer les importations de 20 à 25 % et de porter de 40 % à 70 % la production d'équipement militaire sur son propre sol d'ici 2020<sup>62</sup>. L'augmentation de la part des IDE, de 26 à 49 %, n'a pas suffi à soutenir la croissance du secteur industriel militaire au niveau des ambitions fixées. Qu'à cela ne tienne, on annonce l'objectif d'une industrie nationale de défense forte d'une valeur de 26 milliards USD à

---

59. BHAT Swati, « [India to halt 101 military imports in push for defence self-reliance: minister](#) », *Reuters*, 9 août 2020.

60. WEZEMAN Pieter D., *et al.*, *loc. cit.*

61. MALHOTRA Ankur, *et al.*, *loc. cit.*, p. 27-28.

62. GUILLON Arthur, *loc. cit.*

l'horizon 2025. Si ces chiffres donnent une direction générale de l'initiative,] ils ne définissent pas une cible tangible ou réaliste, d'une part, parce que le coût des acquisitions est incertain et, d'autre part, parce que la trajectoire économique et donc les ressources financières disponibles demeure inconnues. Cibler un objectif chiffré sans connaître avec précision ni la valeur des achats ni les ressources dont on dispose dans une économie post-COVID19 est délicat. Apposer un pourcentage sur la base de valeurs aussi incertaines jette nécessairement un doute sur le caractère réaliste des buts affichés.

De plus, le programme du gouvernement ne semble pas fixer d'objectifs sectoriels spécifiques. Il n'apporte pas de réponse précise à des enjeux clés du secteur industriel de défense comme les faiblesses chroniques soulignées par les chercheurs de l'ORF. Le manque d'expérience au regard de la production de sous-systèmes centraux, l'incapacité à générer une chaîne de production 100 % locale ou bien encore les difficultés à intégrer les technologies ne semblent pas faire l'objet d'initiatives politiques ciblées.

Ces éléments illustrent le paradoxe de l'approche « Make in India » : un volontarisme claironné, des objectifs vastes, des mesures tous azimuts, mais qui ne prennent pas pleinement en compte les spécificités du secteur industriel de la défense, en particulier ses évolutions, qui s'inscrivent sur des temps relativement longs. D'où des tensions avec le secteur. Par exemple, en 2017, l'armée a souhaité acquérir des fusils d'assaut afin de renouveler des équipements obsolètes. Le marché aurait pu être juteux pour la manufacture de *Rifle Factory Ishapore*, une entreprise détenue par l'État, mais ses fusils d'assaut n'ont pas passé les tests techniques de l'armée. En désespoir de cause, le ministère de la Défense a préféré acheter en urgence (*Fast Track Procedure*) 72 400 fusils auprès du groupe américain Sig Sauer<sup>63</sup>.

Nonobstant le coût supplémentaire d'une telle transaction, l'incident souligne les contradictions du ministère : son besoin d'acquérir de l'armement à court terme ; sa détermination à obtenir des équipements respectant strictement ses critères de qualité ; sa contrainte financière rythmée par un budget public ténu ; et sa volonté de construire un tissu industriel fiable ce qui implique un processus complexe, incertain, et surtout de longue durée<sup>64</sup>. En d'autres termes, l'armée se retrouve à devoir choisir entre quatre critères majeurs : le prix, la qualité, la disponibilité et la source d'approvisionnement. Comme illustré, en cas de crise ou de besoin urgent, l'arbitrage du ministère semble rejeter ce dernier facteur au second plan.

Dans le cas des contrats signés en urgence à l'été 2020, le gouvernement a préféré solliciter des partenaires étrangers afin de combler ses besoins immédiats. Si cette décision s'est faite au détriment des entreprises nationales, elle échoue également à inclure dans ces ventes des clauses de transferts de technologie, ce qui représente une perte significative pour l'industrie à long terme. Elle constitue une occasion manquée qui pourrait durablement faire défaut si elle venait à se reproduire trop souvent.

Une telle situation n'est pas de nature à renforcer la confiance entre le secteur privé et le secteur public. Lenteur de son processus décisionnel, de ses commandes fractionnées, annulations d'appels d'offres et exigences qualitatives jugées excessives par les industriels,

---

63. CHAKRAVORTY PK (Major General), *loc. cit.*

64. JAISHANKAR Dhruva, *loc. cit.*

l'État indien a plutôt mauvaise réputation auprès du privé<sup>65</sup>. C'est une situation problématique pour la fiabilité du lien croissant avec les entreprises étrangères. Cette réputation n'est évidemment pas nouvelle, et elle n'est pas non plus sans fondement. En septembre 2019, le retrait du groupe suédois SAAB du projet 75 India (P-75I) pour la construction de six sous-marins conventionnels a illustré l'inconfort de certains groupes internationaux. L'entreprise s'est dite frustrée face au « déséquilibre » du partenariat, déplorant trop d'obligations pour trop peu de contrôle sur le projet<sup>66</sup>.

Force est de constater que le projet « Make in India » ne tranche pas en faveur d'une approche en particulier pour l'industrie de défense d'où des incertitudes sur les priorités du gouvernement. Ce dernier ne semble pas vouloir choisir entre les impératifs de coût, de qualité et de disponibilité, ce qui érode la confiance du secteur privé, en particulier des investisseurs étrangers potentiels.

**Tableau 2. Analyse SWOT<sup>67</sup> de la BITD indienne**

Forces	Faiblesses	Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Capacité de production d'équipements lourds via des chantiers de grande échelle</li> <li>• Niches technologiques performantes</li> <li>• Stabilité des entreprises publiques garantie par l'État</li> <li>• Faibles coûts relatifs de production</li> <li>• Main-d'œuvre éduquée</li> <li>• Fiabilité du client principal (l'armée indienne)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Écarts segmentaires et incapacité à garantir une chaîne complète de production</li> <li>• Monopoles d'entreprises limitant la mutualisation des connaissances</li> <li>• Une qualité inconsistante</li> <li>• Capacité limitée des entreprises indiennes à négocier leurs contrats publics (low bargaining power)</li> <li>• Difficultés d'entrée sur le marché pour des nouvelles entreprises</li> <li>• Difficulté à absorber les technologies importées</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Diversification des partenaires stratégiques au profit de transferts de technologie</li> <li>• Soutien croissant des fonds publics (et stabilité sur les cinq prochaines années via le plan de modernisation)</li> <li>• Facilitation des contrats promus par des accords bilatéraux</li> <li>• Essor des exports et diversification des acquéreurs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Recul du marché mondial d'armement en raison de la crise pandémique</li> <li>• Concurrence accrue sur le marché mondial</li> <li>• Manque de confiance des entreprises étrangères susceptibles d'établir des coentreprises</li> <li>• Priorisation par l'État des importations en cas d'urgence</li> </ul>

Cette deuxième partie montre le potentiel de l'industrie de défense indienne, qui a su tirer son épingle du jeu depuis 2014 afin de hisser le pays parmi les puissances « hypersoniques » et les 25 plus gros exportateurs mondiaux ; tout en réduisant progressivement ses importations.

65. Il n'est pas rare que le ministère révise ses critères (Qualitative Requirements) en cours de procédure d'acquisition, obligeant les industriels à revoir leur copie, parfois même alors que la production est déjà très avancée, créant des délais supplémentaires. JAISHANKAR Dhruva, *loc. cit.* ; UNJHAWALA Yusuf T., « [Apart from FDI limit increase, Modi govt's defence reforms won't boost 'Make in India'](#) », *The Print*, 17 mai 2020.

66. Les Indiens restaient majoritaires dans le projet, étant donné les règles strictes limitant les IDE à 49 % d'un partenariat. PHILIP Sneesh Alex, « Swedish major SAAB pulls out of P75I race, cites 'unbalance' in strategic partnership policy », *The Print*, 26 septembre 2019.

67. *Strenght, Weakness, Opportunities, Threats* ou, en français, FFOM pour Forces, Faiblesses, Opportunités et Menaces.



Ses succès récents confirment la montée en puissance de cette industrie dans certains segments, notamment au regard du développement de technologie de pointe. Elle reste plombée par ses difficultés à absorber les nouvelles technologies et à développer une chaîne de production complète et 100 % locale. S'il paraît peu probable que les objectifs d'autosuffisance soient atteints en 2025, l'autonomie croissante de l'Inde en matière d'armement reste une avancée inédite pour le pays et a amorcé une mutation durable du secteur industriel de défense.

## Conclusion

Face aux défis militaires et technologiques posés par le Pakistan et la Chine, l'Inde veut établir une industrie de défense autonome et performante qui lui permettra un approvisionnement indépendant, proche et complet. Le projet n'est pas nouveau, mais le slogan « Make in India » veut redynamiser une ambition qui faisait du surplace.

Si la promotion d'un tissu industriel national de défense semble représenter une opportunité majeure afin de stabiliser l'approvisionnement et la modernisation de l'armée indienne, ce projet fait face à plusieurs défis majeurs : la sécurisation des investissements, l'obtention de contrats avec des entreprises étrangères ouvertes à des transferts de technologie et la diversification des acquéreurs. Bien que la perspective d'une autonomie étendue de l'Inde en matière d'armement reste lointaine et incertaine, Modi a tout de même initié des mutations majeures et durables au sein du tissu industriel.

Pour autant le projet « Make in India » ne tranche pas en faveur d'une approche en particulier pour l'industrie de défense d'où des incertitudes sur les priorités du gouvernement. La BITD reste dépendante de l'État indien, de ses soutiens financiers, de ses contrats, de ses contacts et de ses exigences. C'est un soutien à double tranchant. Il garantit des ressources fixes et un soutien financier solide aux entreprises concernées, qui jouissent d'une relative stabilité économique.

Dans un contexte de tensions croissantes aux frontières, qui pourrait entraîner une multiplication des acquisitions d'urgence, le projet au long cours qu'est l'autonomie productive de la défense indienne pourrait cependant passer au second plan cédant la priorité à des impératifs socio-économiques plus immédiats. Le contexte de la Covid-19 devrait pousser le gouvernement à des choix budgétaires dont pourrait pâtir le secteur de la défense.

\*\*\*

## Auteure

*Solène Jomier est chercheuse au GRIP dans le pôle « Armement ». Elle est diplômée de l'Institut d'Études Politiques (IEP) de Rennes et est titulaire d'un master (MA) en Relations Internationales de l'Université de Warwick (Royaume-Uni).*